Des villes en révolte contre la « tyrannie de la majorité » ou comment empêcher l'émergence d'un pouvoir rural ?

Robert R. Bianchi

Traducteur : Thibaud Smerko

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ema/3280>

DOI : 10.4000/ema.3280

ISSN : 2090-7273

Cet article est une traduction de :

Urban Backlash against Democracy: Battling the Tyranny of the Majority or the Rise of Rural Power? -

URL : <https://journals.openedition.org/ema/3274> [en]

Éditeur

CEDEJ - Centre d'études et de documentation économiques juridiques et sociales

Édition imprimée

Date de publication : 6 avril 2014

Pagination : 83-100

ISBN : 978-2-905838-84-1

ISSN : 1110-5097

Référence électronique

Robert R. Bianchi, « Des villes en révolte contre la « tyrannie de la majorité » ou comment empêcher l'émergence d'un pouvoir rural ? », *Égypte/Monde arabe* [En ligne], 11 | 2014, mis en ligne le 06 avril 2014, consulté le 07 juillet 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ema/3280> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ema.3280>

ROBERT R. BIANCHI

**DES VILLES EN REVOLTE CONTRE LA
« TYRANNIE DE LA MAJORITE »
OU COMMENT EMPECHER L'EMERGENCE
D'UN POUVOIR RURAL**

Traduit de l'anglais par Thibaud Smerko

RÉSUMÉ

Au cours des 29 mois qui séparèrent la chute du régime dictatorial de Moubarak et le coup d'état militaire contre le gouvernement démocratiquement élu de Mohammed Morsi, près de trente millions d'Égyptiens ont voté à quatre reprises : au référendum constitutionnel de mars 2011, aux élections législatives de novembre 2011 à janvier 2012, aux élections présidentielles de mai à juin 2012 et, enfin, pour le référendum constitutionnel de décembre 2012. En dépit d'alliances fluctuantes lors de ces batailles électorales, la tendance de ces suffrages révèle une domination du Parti de la Liberté et de la Justice (Frères musulmans), ancrée dans les capitales provinciales et les villages du delta du Nil, ainsi qu'en Haute-Egypte. Dans le même temps, les vestiges du régime de Moubarak se sont alliés avec les élites locales ('ayan) en relation avec le Parti Wafd et des groupes chrétiens rattachés au « Bloc Egyptien », afin de mobiliser une coalition d'opposition basée dans les quartiers les plus prospères du Caire et une poignée de gouvernorats voisins dans le sud du delta. Bien que l'opposition soit parvenue à mobiliser l'armée pour éliminer le gouvernement élu de Morsi et réprimer ses disciples, nous observerions probablement des tendances de vote similaires si de nouvelles élections venaient à être organisées et ce même si les acteurs en présence adoptent des noms et des slogans différents.

MOTS CLÉS :

Elections, Frères musulmans, démocratie, révolution, clivage urbain-rural.

La révolution démocratique en Egypte a déclenché d'innombrables luttes de pouvoir emplies d'héroïsme, de trahison, et de sang. Et pourtant, son aboutissement apparaît comme une perspective lointaine. L'Egypte a connu de nombreuses révolutions et elle en connaîtra certainement d'autres encore. La démocratie n'a pas échoué en Egypte. Au contraire, celle-ci a émancipé des millions de gens qui, parce qu'ils consacraient tout à leur survie quotidienne et avaient abandonné l'idée d'un avenir meilleur, n'avaient jusque là jamais rêvé de liberté¹.

En effet, c'est précisément l'inclusion soudaine des parties les plus délaissées de la société qui a provoqué une contre-révolution chez les habitants des grandes villes – habitués à être au cœur du théâtre désolant de la nation. Pour les membres les plus désespérés des élites urbaines et des classes moyennes urbaines, la perspective d'être rétrogradé, de manière permanente, à un statut de citoyen ordinaire a suscité assez de panique pour les pousser dans les bras des anciens sbires de Moubarak. Cette réaction a engendré une coalition improbable des «libéraux» et des «laïcs», allant aussi des juges aux policiers, en passant par les propriétaires et les généraux ou encore les monarchies arabes, qui avaient tous été conspués place Tahrir trois ans plus tôt. La colère des rues du Caire avait donné naissance à la démocratie mais lorsque cette même foule a vu ses privilèges lui échapper au profit de la campagne, elle se souleva de plus belle pour mieux l'enterrer.

Mais enterrer la démocratie n'est pas chose facile. Après trente mois d'élections libres et des référendums âprement menés, les égyptiens ont créé un électorat à l'échelle nationale. Désormais, la souveraineté populaire n'est plus un slogan creux ou un concept abstrait à inscrire dans une constitution fantoche. La contre-révolution est vouée à engendrer sa propre antithèse, et plus la répression d'aujourd'hui est violente, plus prévisible sera la réaction de demain. L'égyptien lambda a vite compris l'art de monter coalitions et contre-coalitions et continue d'affiner ce talent à mesure que les jours passent. Nombreux

1. Bianchi, 2013, pp. 87-138.

sont les exemples historiques démontrant que, une fois acquis, ce savoir-faire politique est en mesure de survivre à la disparition – suite aux purges ou coups d’Etat– des personnalités ou des groupes ayant favorisé son émergence.

Tôt ou tard, l’Egypte connaîtra de nouvelles élections et les gagnants et perdants de celles-ci pourraient bien être sensiblement les mêmes que les gagnants et perdants des élections post-Moubarak. Il est possible alors que les dénominations et les coquilles varient mais les conflits économiques et sociaux sous-jacents, eux, sont destinés à peser sur des générations à venir. Si l’on souhaite anticiper les contours probables des futures batailles politiques en Egypte, il nous faudra avant tout chercher à comprendre clairement les alliances et les affrontements qui ont façonné le comportement des électeurs dans ces dernières élections.

LES CHOIX CRITIQUES

À deux reprises, les électeurs ont dû se prononcer sur la fiabilité des institutions héritées de l’ancien régime. Les référendums constitutionnels de Mars 2011 et Décembre 2012 constituaient des votes de confiance, d’abord vis à vis de l’armée et, ensuite, vis à vis du système judiciaire. Dans les deux cas, le verdict final traduisait un rejet des anciennes élites et une volonté de faire peau neuve en accueillant de nouvelles recrues.²

Le plébiscite de 2011 a validé l’adoption d’un calendrier précis visant une élimination rapide du régime militaire au détriment d’une « avancée en douceur » qui aurait retardé les élections et repoussé la formation d’un gouvernement civil jusqu’à ce que les juristes et les politiciens nommés par l’armée puissent rédiger une nouvelle constitution. En dehors de la capitale, garder l’armée au pouvoir a été perçu par le plus grand nombre comme une tactique permettant d’éviter –voire d’empêcher– des élections libres, car ces dernières reflèteraient inévitablement les intérêts de la majorité dans les villes et villages des provinces les plus pauvres. Par conséquent, la voie rapide vers la démocratie l’a facilement emporté dans tous les gouvernorats.

2. Lajna al-Qida’iya al-’Uliya lil-Intikhabat, 2011; Lajna al-Qida’iya al-’Uliya lil-Intikhabat, 2012a.

Le referendum de 2012 fût quant à lui plus controversé et a abouti à des résultats plus serrés. Il a approuvé une nouvelle constitution renforçant le pouvoir présidentiel au détriment du pouvoir judiciaire. Ce vote représentait bien plus qu'un simple ajustement de la séparation des pouvoirs. C'était en réalité une confrontation directe entre le premier président démocratiquement élu de l'Égypte, Muhammad Morsi, et les juges qui avaient dissous le premier parlement démocratiquement élu, mené par le Parti de la Liberté et de la Justice. Le président a remporté la confrontation mais il s'agissait d'une victoire à la Pyrrhus. En effet, celle-ci suscita la fureur de ses ennemis et scella leur détermination à le faire tomber à tout prix.

La contre-révolution vise non seulement à supprimer un gouvernement, mais aussi à détruire les coalitions politiques et les réseaux sociaux qui soutiennent son pouvoir. Les racines du Parti de la Liberté et de la Justice et de ses alliés électoraux ont pénétré si profondément la société égyptienne qu'ils pourraient bien produire des majorités démocratiques pour des années –voire des décennies. C'est précisément cette perspective qui suscite la crainte de leurs rivaux « libéraux » et explique que ceux-ci soient désormais si résolus à arrêter et inverser cette révolution qu'ils défendraient jusqu'alors. L'extrême violence perpétrée contre les partisans de Morsi révèle les objectifs, plus larges, de la répression – non pas pour régler des comptes et uniformiser les règles du jeu, mais plutôt pour balayer la concurrence et la repousser dans la clandestinité.

Quelles sont les bases sociales des partis qui se disputent le soutien des électeurs égyptiens dans cette démocratie naissante ? Comment s'y sont-ils pris pour s'adapter à des menaces et des opportunités changeantes ? Et qu'est-ce qui rend les concurrents les plus populaires aussi menaçants pour les perdants et les survivants du passé autoritaire ?

Répondre à ces questions nécessite un examen approfondi des élections législatives et présidentielles qui ont eu lieu entre les deux référendums constitutionnels, ceux-là même qui ont ouvert la voie à l'ascension puis à la chute de Morsi et de son parti. Ces élections ont produit des coalitions fluctuantes et puissantes qui n'ont cessé de surprendre les gagnants comme les perdants, les poussant ainsi dans des directions qu'ils ne pouvaient ni prévoir, ni contrôler.

LA RONDE DES ALLIANCES ET DES CONTRE-ALLIANCES

Chacun des scrutins nationaux –référendums comme élections– constituait une étape importante dans le processus révolutionnaire (Tableau 1). L'enthousiasme et la participation sont restés élevés malgré le nombre de « seconds tours » et les files d'attente fastidieuses. Il n'y avait aucun signe de lassitude des électeurs même lorsque des épisodes de violence et de contentieux judiciaires acharnés venaient entacher le caractère historique du drame politique.

Néanmoins, les élections présidentielles de Juin 2012 ont marqué un tournant décisif –un changement net vis à vis des élections législatives qui ont eu lieu à peine six mois plus tôt et un signe avant-coureur des divisions qui ont marqué le référendum constitutionnel six mois plus tard (Tableaux 2 et 3). La coalition électorale qui mena Morsi au palais présidentiel était très différente du panel d'électeurs qui porta le Parti de la Liberté et de la Justice (PLJ) à la tête du Parlement³. Comprendre le contraste entre l'alliance PLJ et l'électorat de Morsi permet d'expliquer la polarisation grandissante qui transforma l'expérience démocratique égyptienne.

Lors des élections parlementaires, le bras politique des Frères musulmans a rassemblé un large échantillon d'électeurs à l'échelle nationale – dans les grandes villes, dans les villes de province, et à la campagne⁴. Les candidats du Parti de la Liberté et de la Justice ont eu beaucoup de succès le long de la vallée du Nil, y compris dans le Delta (Nord) et dans le *Sa'id* (Sud). Tous les autres partis opéraient de manière très localisée, pouvant être fortement soutenus dans une région ou une autre, mais en rien comparable avec la présence nationale du PLJ (Tableau 4).

Lors des élections présidentielles, le mode de soutien à Morsi reflétait les résultats antérieurs des élections législatives, mais il s'en tira beaucoup mieux dans les bastions du Parti Nour que dans les quartiers qui avaient élus des députés de son propre parti, le PLJ (Figures 1 et 2). Morsi fit ses meilleurs scores en Haute-Égypte – en particulier dans le Fayoum, à Beni Souéf, Minya, et Assiout – et dans les circonscriptions pauvres du Delta et de la côte méditerranéenne – Baheira, Kafr al-Cheikh, et Damiette. Cependant, en dehors de ces zones, il perdit quasiment partout. Le Caire et les cinq gouvernorats

3. Lajna al-Qida'iya al-'Uliya lil-Intikhabat, 2012b; Lajna al-Qida'iya al-'Uliya lil-Intikhabat, 2012c.

4. Kristof, 2011.

limitrophes du sud du Delta ont tous privilégié Ahmad Shafiq, cet ancien commandant de l'Armée de l'air qui fut le dernier à servir comme Premier ministre sous Moubarak.

Le plus fort soutien dont bénéficia Shafiq provenait du cœur agro-industriel des terres fertiles du Delta – Qalubiya, Sharqiya, Minufiya, Gharbiya, et Daqhaliya (Figure 3). Ces régions sont les bastions historiques du Parti Wafd dont le noyau de propriétaires et d'hommes d'affaires encouragea un soutien massif à Shafiq qui lui permit de talonner Morsi jusqu'au dépouillement des derniers bulletins. Le succès soudain des élites locales (*'ayan*) dans le Delta constitua un revirement impressionnant par rapport aux élections législatives au cours desquelles le PLJ écrasa leurs candidats dans presque tous les districts, les taxant de «résidus» (*feloul*) mal déguisés de l'ère Moubarak.⁵

Durant la période de six mois qui sépara l'élection du Parlement de l'élection du Président, les forces combinées du Wafd et de l'ancien parti National Démocratique de Moubarak ont préparé leur riposte⁶. Ils ont rassemblé une puissante contre-coalition contre le PLJ et le parti salafiste al-Nour et ont emporté tout le Delta, à l'exception d'Alexandrie et des quartiers méditerranéens en difficulté qui ont souffert de l'émigration et de la plus forte dégradation environnementale.

C'est au Caire que les pertes urbaines de Morsi ont été les plus lourdes, tandis qu'il se maintenait à Gizeh et à Alexandrie. Dans les grandes villes aussi, les électeurs ruraux ont joué un rôle indirect. Les quartiers peuplés de migrants récents ont davantage soutenu Morsi que les quartiers plus anciens ou ceux des classes moyennes. Alors que Morsi remporta, au Caire, le quartier ouvrier de Helwan au sud, il essuya son plus gros revers dans les banlieues plus aisées de Madinat al-Nasr et Misr el-Gadida. Dans la capitale, le revirement le plus remarquable, eut lieu dans le Caire islamique et ses alentours immédiats. Le PLJ avait emporté l'adhésion de tous les élus locaux (dix sur dix), mais Shafiq l'emporta aussi facilement dans cet ancien quartier commerçant que dans les centres modernes de la Corniche et Qasr al-Nil⁷.

M Morsi remporta Gizeh, mais dans les zones d'immigration du sud du gouvernorat il bénéficia d'une plus grande marge que

5. Hussein, 2011.

6. El Din, 2012.

7. Bianchi, 2012, pp. 21-22.

dans les quartiers résidentiels et commerciaux d'Agouza, Dokki, et Mohandessin. La même tendance fut observée à Alexandrie – Morsi l'emporta largement dans les quartiers périphériques au nord-est et sud-ouest, mais s'en sortit de justesse dans le centre commerçant. Dans les trois plus grandes villes, Shafiq parvint à conquérir les quartiers du centre-ville moderne tandis que Morsi emporta les zones de transition vers les périphéries où l'afflux de migrants ruraux était le plus prononcé.

A la différence de l'étendue de la coalition du parti de la Liberté et la Justice, le soutien à Morsi était beaucoup plus concentré dans les campagnes les plus pauvres, en particulier le Sa'id, et parmi les migrants urbains. C'est précisément cet électorat qui, en se tournant vers les candidats du parti Nour, propulsa ce dernier à la deuxième place dans les sondages nationaux et dans le nouveau corps législatif⁸. Sans le vouloir, la campagne de Morsi a donné lieu à un déplacement de l'électorat : perte des électeurs modérés des grandes villes et des riches terres du Delta et ralliement de l'électorat de ses rivaux religieux extrémistes. De ce fait, les luttes révolutionnaires de l'Égypte se retrouvèrent saturées par des divisions croissantes de territoires et de classes qui vinrent saper toute possibilité de compromis politique.

Pendant ce temps, la campagne de Shafiq forma, quant à elle, une puissante contre-coalition autour d'un noyau de wafdistes et anciens loyalistes du PND qui, depuis la chute de Moubarak, attendaient leur heure. Ils furent rapidement rejoints par le Bloc égyptien et leurs partisans dans les factions les plus politisées de la communauté Copte. Dans ce contexte, voter pour Morsi avait des implications très différentes du vote PLJ lors des précédentes élections législatives. Il s'agissait alors de confier aux Frères musulmans le pouvoir exécutif et législatif – et ceci au moment même où les deux plus grands partis islamiques semblaient prêts, ensemble, à en découdre avec tous les autres.

Le rapprochement Mursi-Nour n'a fait que renforcer ces craintes. Les querelles religieuses s'intensifièrent, exacerbant ainsi des clivages régionaux et économiques déjà présents dans la société. Au milieu de cette polarisation sociale et idéologique, les juges égyptiens ordonnèrent la dissolution de l'Assemblée nationale, provoquant une crise constitutionnelle qui paralysa le gouvernement au moment même où il s'agissait de palier de manière décisive l'effondrement de l'économie.

8. Ahmed, 2012.

LES TRIBUNAUX À LA RESCOUSSE

La veille du dernier tour des élections présidentielles opposant Morsi à Shafiq, la Haute Cour d'Égypte a refusé de reconnaître la composition du Parlement nouvellement réuni. La Haute Cour invalida la loi électorale du fait des discriminations qu'elle opérait, favorisant les partis politiques au détriment des candidats indépendants. Cette irrégularité ne concernait *a priori* qu'un tiers des sièges de l'Assemblée du peuple, mais le tribunal exigea la dissolution du Parlement dans son ensemble et l'abandon du système électoral sur la base duquel il avait été formé. À l'époque, beaucoup y virent un « coup d'état judiciaire » de la part des « juges de Moubarak » – une ultime tentative pour faire basculer l'élection en faveur Shafiq et saboter les plans du parti de la Liberté et de la Justice visant à combiner pouvoirs législatif et exécutif.

Avec le recul, il est impossible de savoir, en définitive, si l'action du tribunal a aidé ou desservi Shafiq. En effet, Morsi était déjà sur la défensive du fait que sa candidature ait rompu la promesse antérieure des Frères Musulmans de ne pas entrer dans la course à la présidence. Qui plus est, il était de notoriété publique que Morsi était une « roue de secours » – un remplaçant de dernière minute du premier choix des Frères Musulmans, Khayret al-Shater, exclu de la liste par les responsables électoraux en raison d'un vieux casier judiciaire. Certains partisans de Shafiq ont plus tard fait remarquer que le tribunal a sauvé la mise à Morsi par inadvertance en lui permettant de se présenter comme la cible d'un complot « contre-révolutionnaire » élaboré par des partisans irréductibles de Moubarak.

Peu de temps après que Morsi a rassemblé un nouveau gouvernement, les tribunaux ont confirmé la dissolution du Parlement, ouvrant la voie à une série d'affrontements entre la présidence et le pouvoir judiciaire qui aboutit au référendum constitutionnel de Décembre 2012. Dans les mois qui ont précédé le référendum, Morsi s'auto-attribua des pouvoirs exécutifs extraordinaires – avant d'y renoncer – pour préserver ses décisions sur les questions législatives et électorales de tout contrôle judiciaire. Le succès du référendum renforça Morsi d'un point de vue légal, mais le paralysa politiquement : il lui octroyait une autorité formelle quant à l'organisation de nouvelles élections législatives, mais il permit en même temps à ses adversaires de le cataloguer comme ennemi de la séparation des pouvoirs plutôt que comme son défenseur.

La nouvelle constitution fut adoptée avec une marge plus importante que celle de la victoire présidentielle de Morsi – 64 % contre 52 %.

Pourtant, en termes démographiques, le référendum était presque une réplique exacte de l'affrontement Morsi-Shafiq (Figure 4). Les divisions régionales et sociales, toujours aussi profondes, se retrouvèrent dès lors exacerbées par des querelles religieuses et idéologiques et projetées sur des décisions constitutionnelles qui ne pouvaient être prises que par des esprits modérés agissant de bonne foi.⁹ Au fur et à mesure que les manifestations de rue anti-Morsi gagnèrent du terrain, leurs appels à une intervention militaire se faisaient plus audacieux, leur mépris pour les élections plus explicite et leur soif de vengeance plus menaçante.¹⁰

Lorsque le général Sisi prit le pouvoir, il manipula les foules à ses propres fins. Sisi – désormais surnommé par les médias d'Etat « le Maréchal du peuple » – improvisa un « plébiscite » des rues, et réclama à des millions de manifestants un « mandat » pour ratifier la prise de contrôle militaire et soutenir la violente répression des « terroristes » s'opposant à lui.¹¹ L'appel du général fut entendu. Des attaques meurtrières contre les manifestants pro-Morsi furent menées par l'armée, la police, et des civils.

Par la suite, il est apparu que l'usage de la force avait été doublement disproportionné – non seulement en raison de son niveau excessif, mais aussi de par les lourds dégâts occasionnés dans les rangs des manifestants venus des villes et villages des gouvernorats les plus pauvres du sud. Les inscriptions sur les linceuls des victimes donnaient à lire un récit d'inégalités sociales, problématique absente du récit officiel de « libéraux » cherchant à se réapproprier leur révolution et à l'arracher des mains des extrémistes religieux. Dans de nombreux cas, les linceuls indiquaient les régions d'origine des morts ainsi que leurs noms: «Saadawy Mohammed de Beni Suief, Khaled Abdel al-Nasser de Qena» et ainsi de suite.¹²

9. Haroun, 2012.

10. Gresh, 2013.

11. Feteha, 2013.

12. Fahim and El Sheikh, 2013.

Tableau 1. Chronologie des élections et des tournants politique dans la révolution démocratique de l’Egypte.

Moubarak renversé	11 février, 2011
1er référendum constitutionnel	19 mars, 2011
Élections législatives	28 novembre 2011 - 11 janvier 2012
La Cour dissout le parlement	14 juin, 2012
Elections présidentielles	23/24 mai - juin 16/17, 2012
La Cour confirme dissolution du parlement	23 septembre, 2012
2eme référendum constitutionnel	15/22 décembre, 2012
Mursi renversé	3 juillet, 2013

Tableau 2. Votes par gouvernorat dans le référendum constitutionnel de 2011, les élections législatives 2011-2012, l'élection présidentielle de 2012, et Le référendum constitutionnel de 2012 (en pourcentages)

	2011 Const Oui	PJP	Nour	Wafd	Bloc E	Mursi 2012	2012 Const Oui
Le Caire	62.90	38.89	15.53	7.45	20.24	44.28	43.07
Gizeh	74.48	39.43	28.60	6.17	10.28	59.72	66.33
Alexandria	67.12	34.84	31.31	6.00	11.40	57.48	55.63
Beheira	87.71	35.38	38.95	8.70	3.69	58.58	75.47
Kafr al-Sheikh	87.92	30.22	33.97	13.12	0.69	55.41	67.60
Damietta	82.77	31.14	38.58	4.53	3.38	56.02	64.42
Daqahliya	79.71	33.34	27.85	10.60	2.46	44.38	55.19
Gharbiya	78.82	33.36	29.30	15.65	5.97	37.04	47.87
Menoufiya	86.74	36.73	18.98	18.65	2.91	28.61	48.75
Sharqiya	86.64	36.83	23.60	12.28	5.21	45.73	65.95
Qalubiya	81.00	37.47	27.64	7.89	6.60	41.72	60.62
Beni Suef	87.47	40.75	33.97	10.08	3.43	66.50	84.84
Fayyum	90.25	44.95	33.38	2.17	3.58	77.76	89.43
Minya	76.63	41.40	24.96	5.14	12.14	64.42	83.19
Assyut	73.46	37.08	22.76	3.67	19.52	61.52	76.09
Sohag	78.65	26.71	26.28	5.88	15.80	58.24	78.82
Qena	86.08	29.39	20.54	7.48	2.01	55.67	84.68
Luxor	81.52	36.90	15.78	11.06	12.99	46.90	76.63
Aswan	76.63	33.79	23.70	7.80	9.25	51.93	76.65
Port Sa'id	70.79	32.66	20.69	13.89	9.65	45.76	51.13
Isma'iliya	77.89	38.19	27.63	7.40	6.65	54.25	70.03
Suez	78.83	26.84	45.55	4.63	8.37	62.74	71.07
North Sinai	86.24	37.02	20.44	5.74	1.64	61.51	78.30
South Sinai	66.93	42.53	0.00	16.66	11.17	49.70	63.43
Red Sea	63.38	35.69	0.00	9.69	17.01	49.37	62.64
Al-Wadi al-Gadeed	90.94	19.64	55.70	4.00	7.47	63.38	87.34
Marsa Matrouh	92.41	14.46	67.79	6.78	1.75	80.12	91.66
Total	77.27	36.40	27.05	8.91	8.63	51.73	63.96
Moyenne	79.77	34.47	27.55	8.63	7.97	54.77	69.51
Écart-type	8.38	6.01	12.93	4.12	5.51	11.38	13.52

Tableau 3. Votes par gouvernorat dans le référendum constitutionnel de 2011, Les élections législatives 2011-2012, l'élection présidentielle de 2012, et Le référendum constitutionnel de 2012 (scores normalisés*)

	2011 Const Oui	PJP	Nour	Wafd	Bloc E	Mursi 2012	2012 Const Oui
Le Caire	-2.01	0.69	-0.88	-0.29	2.23	-0.92	-2.11
Gizeh	-0.63	0.77	0.05	-0.60	0.42	0.44	-0.25
Alexandria	-1.51	0.08	0.24	-0.64	0.62	0.24	-1.11
Beheira	0.95	0.16	0.78	0.02	-0.78	0.33	0.48
Kafr al-Sheikh	0.97	-0.61	0.43	1.09	-1.32	0.06	-0.15
Damietta	0.36	-0.47	0.75	-0.99	-0.83	0.11	-0.41
Daqahliya	-0.01	-0.14	0.00	0.48	-1.00	-0.91	-1.14
Gharbiya	-0.11	-0.14	0.10	1.70	-0.36	-1.56	-1.73
Menoufiya	0.82	0.37	-0.63	2.43	-0.92	-2.30	-1.66
Sharqiya	0.82	0.37	-0.30	0.89	-0.50	-0.79	-0.28
Qalubiya	0.15	0.48	-0.02	-0.18	-0.25	-1.15	-0.71
Beni Suef	0.92	0.97	0.43	0.35	-0.82	1.03	1.22
Fayyum	1.25	1.60	0.39	-1.57	-0.80	2.02	1.59
Minya	-0.37	1.07	-0.21	-0.85	0.76	0.85	1.09
Assyut	-0.75	0.42	-0.36	-1.20	2.10	0.59	0.53
Sohag	-0.13	-1.13	-0.12	-0.67	1.42	0.30	0.74
Qena	0.75	-0.73	-0.52	-0.28	-1.08	0.08	1.21
Luxor	0.21	0.39	-0.86	0.59	0.91	-0.69	0.57
Aswan	-0.37	-0.07	-0.30	-0.20	0.23	-0.25	0.57
Port Sa'id	-1.07	-0.24	-0.51	1.28	0.30	-0.79	-1.47
Isma'iliya	-0.22	0.59	-0.02	-0.30	-0.24	-0.05	0.04
Suez	-0.11	-1.11	1.25	-0.97	0.07	0.70	0.12
North Sinai	0.77	0.41	-0.53	-0.70	-1.15	0.59	0.70
South Sinai	-1.53	1.24	-1.97	1.95	0.58	-0.45	-0.49
Red Sea	-1.96	0.21	-1.97	0.26	1.64	-0.47	-0.55
Al-Wadi al-Gadeed	1.33	-2.19	1.96	-1.12	-0.09	0.76	1.42
Marsa Matrouh	1.51	-2.97	2.82	-0.45	-1.13	2.23	1.77

* Les scores normalisés facilitent la comparaison entre les ensembles de données qui ont des moyennes et des distributions statistiques différentes. Ils nous permettent de jauger le degré auquel les électeurs dans chaque district se démarquent du reste de l'électorat en soutenant des candidats et des initiatives d'une manière particulièrement forte ou faible. Par exemple, les électeurs du gouvernorat de Fayoum ont été parmi les principaux partisans du PLJ et de Morsi. Les électeurs de Minufiya étaient des partisans exceptionnellement fidèles du Wafd puis d'Ahmad Shafiq. Et les électeurs du Caire étaient particulièrement critiques vis à vis des deux référendums constitutionnels.

Tableau 4. Votes pour les listes de partis dans les élections législatives de 2011-2012 et pour Morsi dans les élections présidentielles de 2012 (Vallée du Nil, en pourcentages)

	FJP	Nur	Wafd	EB	Mursi
Cairo 1	39.45	15.36	6.23	23.50	39.06
Cairo 2	35.65	11.31	5.76	26.22	45.81
Cairo 3	39.94	14.52	14.67	18.33	35.27
Cairo 4	40.48	19.35	7.32	13.14	51.07
Giza 1	41.09	29.10	7.80	10.52	61.52
Giza 2	37.83	28.12	4.60	10.05	57.98
Alexandria 1	34.41	29.85	6.40	16.02	57.52
Alexandria 2	35.32	32.96	5.55	6.15	57.45
Baheira 1	35.69	40.01	8.78	4.38	61.24
Baheira 2	34.66	36.47	8.51	2.08	54.77
Damietta	31.14	38.58	4.53	3.38	56.02
Kafr 1	29.83	38.92	12.16	0.00	57.76
Kafr 2	31.12	22.40	15.36	2.30	50.14
Minufiya 1	34.00	22.33	11.15	6.14	29.50
Minufiya 2	39.18	15.96	25.41	0.00	27.58
Gharbiya 1	28.67	29.73	13.79	7.40	35.62
Gharbiya 2	37.59	28.90	17.33	4.69	38.32
Qalubiya 1	35.67	23.35	10.96	4.98	35.22
Qalubiya 2	38.26	29.52	6.54	7.32	44.75
Daqhaliya 1	30.43	26.91	11.45	2.62	45.07
Daqhaliya 2	38.72	29.01	11.80	2.10	52.15
Daqhaliya 3	32.22	27.95	8.73	2.58	37.80

Sharqiya 1	37.99	26.55	10.53	6.68	45.71
Sharqiya 2	35.54	20.80	13.95	3.81	45.75
Fayyum 1	44.89	29.06	3.58	2.26	74.79
Fayyum 2	45.05	40.03	0.00	5.61	82.59
Beni Sueif 1	39.47	35.00	11.42	0.00	64.96
Beni Sueif 2	43.17	32.02	7.54	9.93	69.38
Minya 1	46.29	22.25	3.81	5.67	64.95
Minya 2	35.77	28.09	6.68	19.59	63.78
Assyut 1	39.77	20.84	3.73	20.31	59.54
Assyut 2	32.57	25.96	3.57	18.19	64.83
Sohag 1	28.42	29.33	4.65	15.96	59.26
Sohag 2	22.70	19.14	8.75	15.41	56.15
Qena 1	32.62	21.88	8.91	0.00	55.76
Qena 2	26.03	19.16	5.99	4.10	55.47
Luxor	36.90	15.78	11.06	12.99	46.90
Aswan	33.79	23.70	7.80	9.25	51.93

Figure 1. Votes pour le PLJ 2012-2012 et pour Mursi en 2013 (Pearson's $r = 0.2628$).

Figure 2. Votes pour listes du parti Nour 2011-2012 et pour Mursi 2012 (Pearson's $r = 0.5111$).

Figure 3. Vote pour les listes du Wafd 2011-2012 et pour Shafiq 2012 (Pearson's $r = 0.6903$).

Figure 4. Vote pour la constitution de 2012 et pour Morsi (Pearson's $r = 0.8169$).

ROBERT R. BIANCHI, professeur invité à l'Université de Singapour et maître de conférences à l'Université de Chicago Law School, est politologue et juriste international. Il s'intéresse en particulier au monde islamique et à la Chine. Il est l'auteur de : *Islamic Globalization: Pilgrimage, Capitalism, Democracy, and Diplomacy*, World Scientific Publishing Co., 2013 ; *Guests of God: Pilgrimage and Politics in the Islamic World*, Oxford University Press, 2004 ; *Unruly Corporatism : Associational Life in Twentieth-Century Egypt*, Oxford University Press, 1989 ; *Interest Groups and Political Development in Turkey*, Princeton University Press, 1984.

REFERENCES

- AHMED Y. M., 2012, "Who do Egypt's Villagers Vote for? And Why?" *Egypt Independent*, April 10.
- BIANCHI R. R., 2013, *Islamic Globalization: Pilgrimage, Capitalism, Democracy, and Diplomacy*, Singapore and London, World Scientific Publishing Co.
- Summer 2012, *Egypt's Revolutionary Elections*, Singapore, The Singapore Middle East Papers, volume 2, available online.
<http://www.mei.nus.edu.sg/publications/the-singapore-middle-east-papers/volume-2-egypts-revolutionary-elections>
- 1989, *Unruly Corporatism: Associational Life in Twentieth-Century Egypt*, New York, Oxford University Press.
- FAHIM K. and EL SHEIKH M., 2013, "Crackdown in Egypt Kills Islamists as They Protest," *New York Times*, July 27.
- FETEHA A., 2013, "Egypt's Kingmaker Might Be Its King," *Wall Street Journal*, July 28.
- GAMAL EL-DIN E., 2012, "How did Mubarak's last PM make it to Egypt's first post-revolutionary Presidential elections run-offs?" *ahramonline*, May 26.
- GRESH A., 2013, "Shadow of the Army over Egypt's Revolution," *Le Monde Diplomatique*, August.
- HUSSEIN A. R., 2011, "After Crushing Defeat, Wafd Wonders What's Next," *al-Masry al-Youm*, December 8.
- KRISTOF N. D., 2011, "Joining a Dinner in a Muslim Brotherhood Home," *New York Times*, December 9.
- Lajna Al-Qida'iya Al-'Uliya Lil-Intikhabat, 2012a, "Nata'ij al-Istifta'", *Istifta' Misr*, referendum2012.elections.eg/referendum-results.html.
- 2012b, "Nita'ij al-Intikhabat al-Ri'asiya Misr, Jawlat al-l'ada, 16-17/6/2012", *Intikhabat al-Ri'asiya*.
- 2012c, "Khidmat al-Isti'alam 'an Nita'ij al-Intikhabat" *Intikhabat Misr*, parliament 2011.elections.eg/index.php/results.
- 2011, "Nata'ij al-Istifta'", *Istifta' Misr*, referendum2011.elections.eg/referendum-results.html.
- SIDDIQUI H., 2013, "Requiem for Egyptian Democracy," *Toronto Star*, July 4.
- 2012, "In Egypt, It's the Elite vs. the Unwashed," *Toronto Star*, December 15.